

Communiqué de presse

## G20 : et la faim ?

### Le G20 préfère l'agrobusiness aux consommateurs et aux paysans

**Paris, le jeudi 23 juin.** « *La sécurité alimentaire est un des enjeux critiques des prochaines années* » affirment les ministres de l'agriculture du G20 dans leur plan d'action concernant la volatilité des prix des marchés agricoles. Pourtant, loin de prendre les décisions majeures qui s'imposent, les ministres ont repoussé à d'autres échéances la plupart de leurs décisions à l'exception de celles favorisant les intérêts des entreprises agroindustrielles et des acteurs financiers. Les mises en garde de la société civile internationale pour œuvrer contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire ont été vaines.

Le 12 mai, la société civile internationale avait pu faire entendre ses positions et propositions à la réunion préparatoire du sommet des Ministres du G20 agricole. À quoi bon ? Aujourd'hui, les recommandations des organisations et syndicats membres de Coordination SUD/AMCP et de leurs partenaires du Sud ont été mises à la trappe. Le travail et la participation des parties prenantes n'entrent apparemment pas dans les promesses de transparence des sommets français.

**Aujourd'hui, si les gouvernements du G20 reconnaissent les conséquences de la volatilité des prix, ils refusent de s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire, notamment :**

- le démantèlement depuis des années de toutes les politiques de régulation des marchés et de stockage,
- l'accaparement des terres agricoles à travers la planète par des entreprises de l'agro-industrie, de fonds privés, ou d'autres États,
- l'utilisation de surfaces de plus en plus importantes pour la production d'agrocarburants au mépris de la production alimentaire,
- la financiarisation croissante des marchés agricoles internationaux, nouveau terrain de jeu des spéculateurs en recherche de profit immédiat
- l'absence de soutien à l'agriculture familiale et paysanne, en particulier aux paysannes.

En confirmant les politiques de libéralisation des marchés, en refusant la promotion et le financement de dispositifs de stockage public, en ne remettant pas en cause les accaparements de terres et les subventions aux agro-carburants et en promouvant les marchés à terme et les assurances privées, « **les ministres du G20 ont préféré favoriser les intérêts des entreprises agroindustrielles et des acteurs financiers, les 1,8 milliards d'agriculteurs familiaux actuels et les 9 milliards de consommateurs que comptera la planète en 2050 n'ont pas ou peu compté dans la balance** » souligne Bénédicte Hermelin, vice-présidente de Coordination SUD.

Voir le document de position porté par : ACF, Artisans du monde, AVSF, ATTAC, CCFD-Terre solidaire, Coordination SUD, Confédération paysanne, CRID, Gret, Oxfam France, Peuples solidaires-ActionAid, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours catholique-Caritas France, Solidarité, Vision du Monde.

\*\*\*\*\*

### Contact presse

Aude Lefebvre, [lefebvre@coordinationsud.org](mailto:lefebvre@coordinationsud.org), 01 44 72 03 78 – 06 59 59 23 07

**Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement** est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agén, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

**L'AMCP** regroupe plusieurs dizaines d'associations de solidarité internationale, des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion en France, des syndicats et des associations de collectivités territoriales. Le CRID, collectif de 54 associations de solidarité internationale, en est le coordinateur au niveau national, le Secours catholique-Caritas France son représentant au niveau du GCAP européen et international.